



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Conséquences de l'électrification massive de l'industrie automobile sur l'emploi

Question orale n° 349

### Texte de la question

M. Jérôme Nury souhaite attirer l'attention de M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie, sur les conséquences préoccupantes de la politique européenne d'électrification massive de l'industrie automobile, notamment vis-à-vis des sous-traitants. La réduction des émissions de gaz à effet de serre est un impératif que nul ne conteste. La France fait pour cela figure d'exemple avec son *mix* électrique basé très majoritairement sur le nucléaire et l'hydroélectricité. Miser sur l'électrification plus dense des usages peut donc avoir du sens en matière environnementale mais encore faut-il que cela fasse l'objet d'une véritable stratégie qui prend en considération le tissu industriel actuel. Or force est de constater que les politiques européenne et française d'électrification massive de l'industrie automobile suscitent de sérieuses inquiétudes sur le plan social et économique. En réduisant drastiquement les besoins en moteurs thermiques et en composants associés à ces véhicules dans des calendriers intenable, ces décideurs publics ont sous-estimé les répercussions directes sur l'emploi dans ces filières sur les territoires. Le cas de la fermeture annoncée d'ici la fin de l'année 2026 du site de Forvia à Messei, dans l'Orne, en est une illustration frappante. Cette fin d'activité pour les 109 salariés de ce site spécialisé dans la fabrication de pots d'échappement - segment appelé à disparaître avec la fin programmée des véhicules thermiques - aura des conséquences humaines et économiques majeures pour le bocage ornais. Par ces décisions idéologiques prises sans concertation avec les filières industrielles, l'État a largement délaissé les sous-traitants automobiles souvent implantés en zones rurales sans prévoir une réelle politique d'accompagnement de transition pour permettre aux salariés concernés un reclassement ou une reconversion. Il lui demande donc quelles actions urgentes le Gouvernement entend mettre en œuvre pour soutenir les sites menacés comme celui de Messei, afin d'accompagner les salariés dans des parcours de formation et de reconversion dignes et de permettre aux entreprises sous-traitantes de s'adapter aux mutations de l'industrie automobile. Il souhaite également savoir comment l'État entend intégrer davantage les sous-traitants dans les politiques industrielles liées à la transition écologique ; la transition environnementale ne pourra s'appliquer sereinement qu'avec l'assentiment des personnes concernées et non à leur détriment.

### Données clés

**Auteur :** [M. Jérôme Nury](#)

**Circonscription :** Orne (3<sup>e</sup> circonscription) - Droite Républicaine

**Type de question :** Question orale

**Numéro de la question :** 349

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Industrie et énergie

**Ministère attributaire :** Industrie et énergie

### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [3 juin 2025](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 juin 2025](#)